

Un Congrès en Bolivie demande des poursuites pénales contre l'ancienne présidente de facto Jeanine Áñez

Image not found or type unknown

La Paz, 20 septembre (RHC) Le XVe Congrès des six Fédérations des tropiques du département de Cochabamba, en Bolivie, a exigé un procès contre l'ex-présidente de facto Jeanine Áñez, a annoncé

aujourd'hui le leader du Mouvement pour le socialisme, Evo Morales.

Dans le forum de trois jours, depuis samedi dernier jusqu'à ce lundi, la Commission de l'éducation, de la santé et des transports a adopté à l'unanimité une résolution portant plainte contre l'ex-présidente de facto et contre ses complices pour atteinte au droit à l'éducation, a expliqué le politicien reconnu.

Sur son compte sur Twitter, l'ancien chef du gouvernement bolivien (2006-2019) a indiqué que l'apprentissage est un droit, une révolution, le développement et la libération de l'humanité.

Avec la fermeture forcée de l'année scolaire, les putschistes ont violé le droit constitutionnel à la formation de milliers d'enfants, en particulier des populations autochtones et du tropique de Cochabamba, a-t-il indiqué.

Non contents de voler l'État et de massacrer le peuple, ils ont essayé de nous condamner à l'ignorance pour nous soumettre. C'est la politique de la droite, a-t-il souligné.

Le peuple demande justice pour ces graves crimes contre les droits humains et constitutionnels, a déclaré le syndicaliste, activiste et dirigeant d'origine aymara.

Devant les milliers de membres des six fédérations des tropiques de Cochabamba, lors de l'inauguration du XV^e Congrès, Morales a affirmé le 18 septembre dernier que seule l'unité du mouvement populaire continuera à tracer la voie des grandes transformations structurelles du pays.

'Seuls, nous ne sommes rien, ensemble nous sommes tout', a-t-il souligné dans son discours et a rappelé comment le mouvement populaire et paysan national, et en particulier le coca, en plus de garantir la souveraineté de la patrie, a réussi à défaire bon nombre des politiques conçues pour soumettre les travailleurs.

'Nous devons être moins réformistes et plus révolutionnaires, et pour être révolutionnaires nous devons être anti-impérialistes', a déclaré Morales, cité par l'Agence bolivienne de l'information.

La réunion se compose de 10 commissions qui débattent de sujets importants tels que la relance économique, l'analyse de la politique globale et même la réalité de la science et de la technologie dans ce territoire andin-amazonien.

Des analystes prévoient que la rencontre se terminera par la rédaction d'un document à soumettre à l'examen de l'exécutif dirigé par Luis Arce et David Choquehuanca.

L'administration actuelle, selon un communiqué de presse, a demandé aux bases de se défendre de la droite pour continuer à garantir les profondes transformations qui ont placé la Bolivie au premier rang de la croissance économique de la région.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/270933-un-congres-en-bolivie-demande-des-poursuites-penales-contre-lancienne-presidente-de-facto-jeanine-anez>



Radio Habana Cuba